
Le temps

Sondage d'opinions sur « les algériens et la sexualité »

Sondage pour le journal le temps

Réalisé du 5 au 15 juillet 2010 auprès d'un échantillon de 1200 personnes représentatif de la population des algériens de 18 ans et plus.

La sexualité des algériens : la tradition l'emporte sur la modernité

Plus que tout autre domaine la sexualité illustre la situation de l'individu brutalement confronté à la société. Son désir, son intimité, sa subjectivité, viennent, souvent, se briser, contre la norme sociale qui régit la sexualité et tout ce qui y est lié. Sa personnalité va se forger entre le désir et la peur du châtement, la satisfaction ou le sentiment de culpabilité et le refoulement. Pour la société, la manière dont elle va domestiquer, «normaliser», la sexualité va donc constituer un enjeu fondamental car il y va de sa survie: la compétition sexuelle et les débordements des questions sexuelles sur les autres domaines de la vie sociale risqueraient sinon de déboucher sur une violence permanente. La manière dont se fait cette normalisation constitue un indicateur de la force des institutions sociales : suffisamment solides pour maîtriser l'expression des désirs sexuels des individus et la banaliser en quelque sorte ou au contraire trop fragiles et nécessitant un recours permanent soit à une répression directe soit indirecte à travers une valorisation positive de leur non accomplissement ou enfin à la définition d'un cadre légitime stricte pour cette expression. Interroger les algériens sur la sexualité, c'est donc aborder ce lieu de tous les dangers ou une société et les individus se révèlent.

Mais il ne s'agit ici que d'un modeste sondage d'opinion et non d'une enquête approfondie. L'objectif était, à travers une sélection de questions sur les opinions ou les comportements de se faire une idée sur des aspects importants de la sexualité. L'éducation sexuelle reçue, la première expérience, la virginité, les rapports hors mariage, l'opinion sur l'homosexualité, celle sur l'avortement, sont autant de caractéristiques qui distinguent les individus. Constaté ces différences et voir comment elles se distribuent dans la société en fonction d'autres caractéristiques comme le genre (masculin, féminin), l'âge, le niveau d'instruction ou le milieu d'habitat (urbain, rural) est déjà important. Ces dernières variables reflètent en effet elles mêmes des différences importantes de positions ou de situations dans la société, différences qui vont-elles mêmes contribuer à expliquer pourquoi tel ou tel individu a tel ou tel comportement ou opinion ; ou bien pourquoi nous retrouvons cette opinion ou ce comportement avec une forte fréquence dans tel ou tel groupe social. On ne peut toutefois donner une analyse approfondie de ces différents constats. Les conditions de réalisation d'un sondage d'opinion (la brièveté de l'interview et l'endroit où l'entretien se déroule) ne permettaient pas d'aller plus avant dans le constat. Mais ce n'est pas non plus l'objet d'un sondage d'opinion que d'aller plus loin. C'est à la recherche en sociologie et d'autres disciplines des sciences humaines qui dispose de beaucoup plus de ressources et de temps d'apporter des réponses plus fines à ces questions et, ce faisant, permettre d'approfondir un premier reflet d'elle-même qui est donnée à la société par un sondage d'opinion.

Le premier constat que nous pouvons faire est que les algériens se placent de manière très fortement majoritaire dans un modèle traditionnel ou, disons conservateur, de la sexualité : les relations sexuelles devraient se pratiquer plutôt dans le cadre du mariage, la virginité de la femme avant le mariage est indispensable, l'homosexualité doit être punie ou à tout le moins réprimée, l'avortement ne peut être un choix non conditionnée de la femme concernée. Ce modèle est majoritairement valable aussi bien pour les femmes que pour les hommes, en milieu urbain ou en milieu rural, pour les jeunes et pour les vieux ou enfin que l'on soit instruit ou analphabète.

Si les choses étaient aussi tranchées, cela mettrait la société algérienne devant un défi extrêmement difficile. En effet, l'âge au premier mariage dans la société traditionnelle était beaucoup moins élevé que maintenant (21 ans pour les femmes et 25 pour les hommes en 1977 contre 29.3 pour les femmes et 33 pour les hommes en 2008). Cela signifierait que les individus reproduiraient des comportements d'une période radicalement différente de l'actuelle, avec toutes les malaises et difficultés d'être que cela engendrerait.

Les choses sont en réalité moins figées qu'elles ne paraissent au premier abord. Ainsi, même si les différences selon les variables listées plus haut (genre, âge, niveau d'instruction, milieu d'habitat) sont faibles, elles restent quand même assez significatives. Nous voulons dire par là que si nous retrouvons un comportement chez la majorité des femmes et la majorité des hommes, ceci n'empêche pas que cette majorité peut être beaucoup plus importante chez les hommes ou chez les femmes. A titre d'exemple un certain comportement peut être adopté par 55% des hommes et 80% des femmes, ce qui constitue la majorité absolue dans les deux cas, mais il apparaît aussi une différence extrêmement importante entre les hommes et les femmes.

Ainsi des différences significatives existent entre le milieu rural et le milieu urbain. Mais les différences les plus importantes apparaissent selon le niveau d'instruction. Il est par contre assez frappant de constater que sauf sur quelques questions précises, les deux sexes expriment des opinions fortement similaires. Enfin, chose extrêmement significative, si des différences importantes selon l'âge existent sur certaines questions, sur la plupart des questions les opinions selon les tranches d'âge ne varient pas beaucoup.

Ce dernier phénomène qu'on a constaté dans d'autres études, comme celles portant sur les droits des femmes et des enfants, ne va pas sans poser problème. Il illustre d'une certaine manière les obstacles au « changement des mentalités » dans la période actuelle : la frange de la jeunesse ne semble plus en effet être porteuse, tout au moins

momentanément, d'une dynamique de transformation positive de la société. Ceci est sans doute lié à la situation de blocage que vit cette jeunesse et du repli sur les valeurs traditionnelles qui en est la conséquence. Le changement, lorsqu'il existe, apparaît en même temps très fortement contradictoire. Comment expliquer en effet, qu'une partie non négligeable (50%) des jeunes célibataires aient un(e) ami(e) (pas un(e) fiancé(e)) notamment en milieu urbain, qu'ils aient des rapports sexuels (50%), (même s'ils ne sont pas très poussés), mais qu'en même temps ils considèrent que les rapports sexuels doivent se dérouler dans le cadre du mariage? Comment expliquer ce paradoxe de l'accès à une permissivité que la société traditionnelle n'aurait jamais imaginée et qu'en même temps, cet accès ne s'accompagne pas de la « positivisation » et de la légitimation nécessaires à une société pour avancer ?

C'est probablement la conclusion principale qu'apporte ce sondage. A savoir que les comportements et opinions majoritaires demeurent fortement conservateurs ou traditionalistes, mais qu'en même temps des opinions et des pratiques en contradiction, frontale dirait on, avec cette tradition émergent et concernent des proportions de la société parfois très importantes. Nous ne parlons pas des 10 à 20% de la société qui ont des opinions ou des comportements modernistes ou même « résolument modernistes », mais plutôt d'une autre frange apparemment beaucoup plus importante, qui demeure traditionaliste ou conservatrice sans vraiment l'être mais qui pourrait « basculer » facilement pour peu qu'elle trouve, au sein de la société, des signes favorables pour aller dans ce sens.

L'éducation sexuelle : la majorité des algériens pense qu'elle est importante mais...trouve que notre société y attache assez peu d'importance

Parce qu'elle va contribuer à dédramatiser un sujet empreint de tabous, d'interdits, de non dits, l'éducation sexuelle, définie comme les informations, connaissances ou conseils donnés aux enfants et adolescents pour qu'ils sachent ce qu'est la sexualité, joue un rôle important dans le développement de la personnalité de l'enfant et de l'adolescent. Elle devient une partie indispensable de l'éducation de l'enfant dans une société moderne. Une très grosse majorité des algériens, plus de 80%, pense que l'éducation sexuelle est quelque chose d'important. Mais, 20%, ce qui n'est pas négligeable, pense qu'elle est peu importante ou inutile. Malgré cela notre société attache assez peu d'importance à l'éducation sexuelle, ceci selon l'écrasante majorité des algériens.

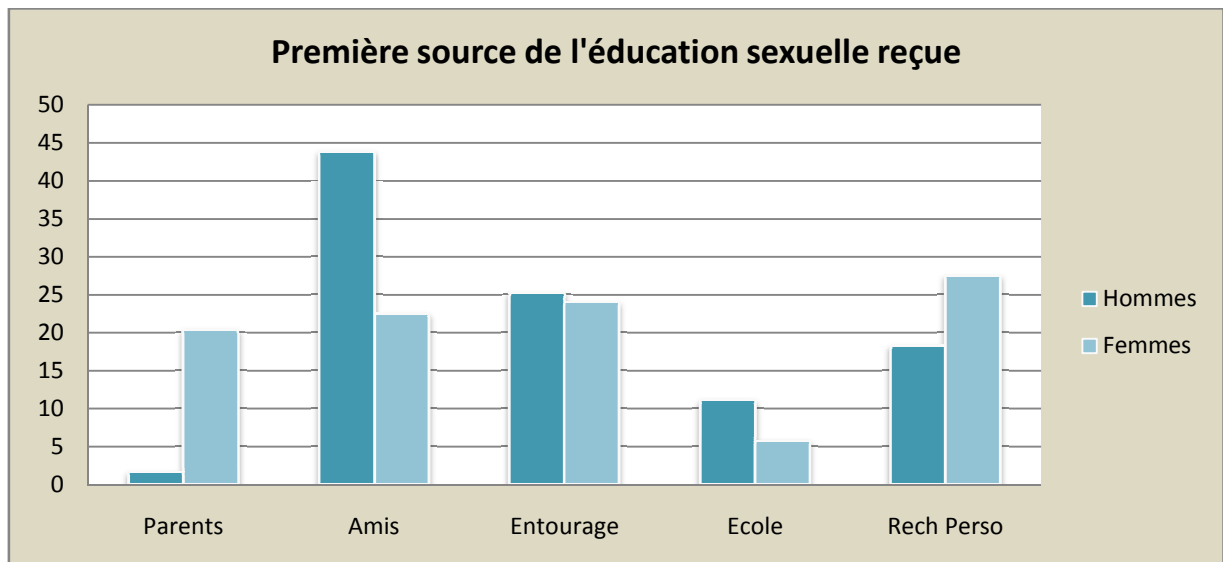
La quasi-totalité des algériens s'accordent à dire que notre société ne donne pas d'importance à l'éducation sexuelle, Ils sont 83% à le penser. Les femmes sont dans une proportion plus grande que les hommes à penser que la société accorde de l'importance à l'éducation sexuelle. Les urbains sont aussi dans une proportion plus importante. Enfin, plus on est instruit et plus on pense que la société algérienne ne donne pas d'importance à l'éducation sexuelle. Mais aussi bien pour le milieu de résidence, le genre, ou le niveau d'instruction, même s'il y a des différences elles ne sont pas très élevées. De ce fait on peut dire que l'écrasante majorité des algériens, sans distinction, est presque unanime, à penser que leur société n'attache pas d'importance à l'éducation sexuelle.

A la question de savoir quelles institutions seraient les plus à même de dispenser une éducation sexuelle, les différentes institutions citées arrivent pratiquement à égalité : 73% pensent que l'école est une institution adéquate, 64% la mosquée, 68% la télévision, pratiquement le même score pour les amis (64%) et enfin 65% par quelqu'un de la famille.

Nous observons très peu de différences entre nos différentes catégories. Deux sources semblent être fortement discriminantes selon le genre ou le niveau d'instruction. Celle des amis semblent avoir la faveur des hommes comparativement aux femmes (seules 47% des femmes pensent que les amis seraient à même de dispenser une éducation sexuelle, contre 80% chez les hommes). Cette tendance s'inverse pour la famille (74% chez les femmes, 57% chez les hommes). On observe aussi relativement peu de différences selon l'âge ou le niveau d'instruction. La seule source où il y a des divergences, dans ce dernier cas, est « les amis ». La source, les amis, devient aussi plus acceptable au fur et à mesure que le niveau d'instruction s'élève (de 49% à 73% en passant des analphabètes à ceux qui ont un niveau d'instruction supérieur). Ceci pourrait être interprété par une moindre résistance à parler de ses préoccupations intimes avec les autres au fur et à mesure que le niveau d'éducation s'élève.

Les différentes sources d'éducation sexuelle sont, pour les hommes, en premier lieu les amis. A cette source accèdent 85% des hommes. Viennent ensuite l'entourage avec 80%. Les autres sources, pour les hommes, viennent loin derrière : 52% pour les recherches personnelles, 26% pour l'école et enfin 7% pour les parents. Les sources pour les femmes sont beaucoup moins polarisées. 52% et 46% respectivement accèdent à l'éducation par les amis ou l'entourage (contre 80 et 85% pour les hommes comme on vient de le voir). Viennent ensuite les recherches personnelles (42%) et très loin derrière les parents et l'école (25% et 14%). On notera à chaque fois les très faibles proportions prises par l'école et les parents.

Quand on demande aux personnes interrogées de classer leurs sources, c'est-à-dire de donner les sources par ordre d'importance, ce classement fait apparaître, pour les hommes comme première source les amis (44%) et l'entourage (25%). Les autres sources suivent à une très grande distance (recherches personnelles (18%), école (11%) et enfin parents avec (2%).



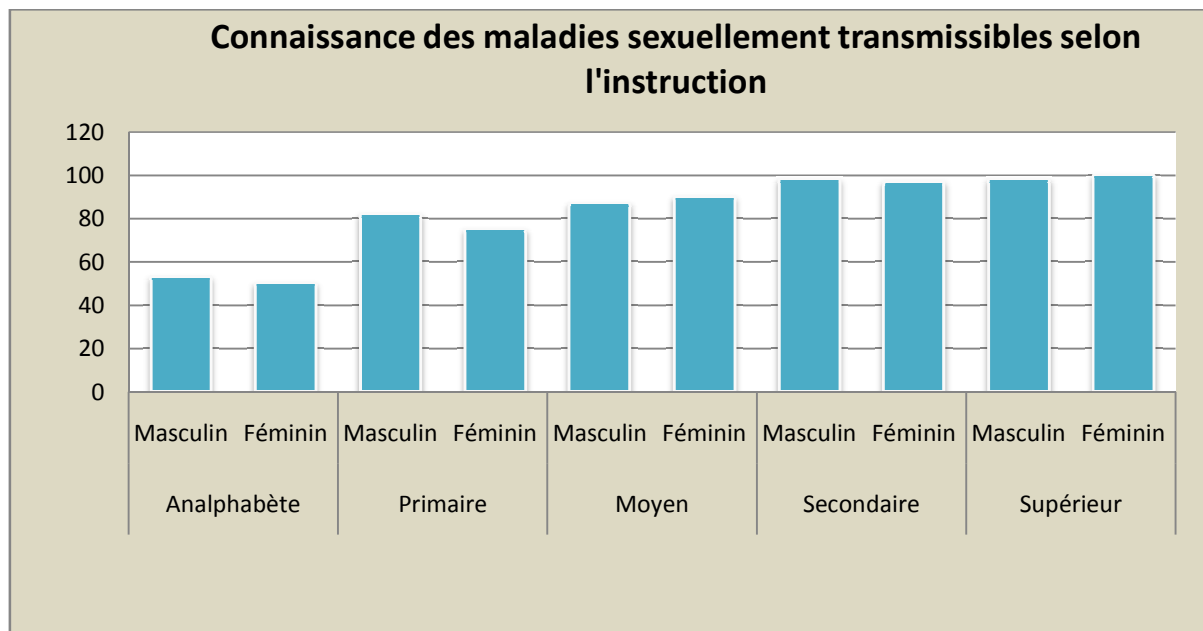
Pour les femmes ce sont les recherches personnelles qui arrivent en premier (avec 27%), viennent ensuite les amis et l'entourage à une distance relativement faible (respectivement 22 et 24%). Les parents eux-mêmes ne sont pas très éloignés (20%). C'est l'école qui vient en dernier avec 6%. Ceci montre donc deux modèles d'éducation sexuelle fortement différenciés. Celui des hommes assez fortement polarisé sur les amis et l'entourage et celui des femmes, beaucoup moins polarisé, faisant intervenir les différentes sources, recherches personnelles, amis et entourage et même parents.

Les maladies sexuellement transmissibles seuls 23% des algériens s'estiment suffisamment bien informés

L'apparition du Sida a radicalement modifié le comportement sexuel non seulement en réduisant la multiplication des partenaires mais aussi en forçant à la prudence, même pour changer occasionnellement de partenaire, et à la prise de précaution, de manière générale pour avoir des rapports sexuels. Ainsi, parce que l'acte sexuel peut être le vecteur de risques graves, l'information sur les maladies sexuellement transmissibles devient partie intégrante de l'éducation sexuelle et aussi des politiques de santé publiques.

82 % des personnes interrogées disent qu'elles savent ce que sont les maladies sexuellement transmissibles. On observera, qu'en milieu rural la proportion est significativement plus basse : 77% contre 85% en milieu urbain. La proportion est aussi inférieure chez les femmes comparativement aux hommes : 79% contre 86%. Mais le plus frappant est sans doute les différences qu'on constate suivant les tranches d'âge : si 90% des personnes des 18-34 ans affirment qu'ils connaissent les MST, ils ne sont plus que 54% dans la tranche d'âge 55 et plus. Les jeunes apparaissent donc largement mieux informés sur les MST que les plus vieux. Le degré de connaissance des MST augmente aussi fortement avec le niveau d'instruction : la proportion de ceux qui connaissent les MST passe de 51% chez les analphabètes à près de 100% chez les personnes du supérieur.

Il faut toutefois relativiser cette connaissance des maladies sexuelles. Les 80% qui disent qu'ils connaissent les MST citent le SIDA. Et 60% parmi ces 80% uniquement le SIDA. Il semble en réalité qu'il y a une sous information générale sur les MST en dehors du SIDA.



Les sources de leurs informations sur ces maladies sont en premier lieu la télévision (78%), et l'entourage (61%). Arrivent ensuite, et loin derrière, les journaux (52%), l'école (35%) et enfin internet (28%) et la mosquée (20%). Mais de manière générale, seuls 23% des algériens s'estiment suffisamment informés sur ces maladies.

La télévision et l'entourage étant les moyens les plus accessibles, nous n'enregistrons pas pour ces moyens de différences notables entre les milieux de résidence, le genre, l'âge ou le niveau d'instruction. Les différences sont par contre très importantes pour les journaux, internet ou l'école. Le facteur déterminant, ici, est le niveau d'instruction. Pour les journaux la proportion va de 4% pour les analphabètes à 80% pour les personnes d'un niveau d'instruction du supérieur, pour l'école de 10% pour les personnes ayant le niveau primaire à 61% pour ceux qui ont le niveau supérieur et enfin pour internet de 3% pour les personnes ayant le niveau primaire à 72% pour ceux qui ont le niveau supérieur.

Bien que connaissant les MST pour plus de 80% d'entre eux, tout au moins d'après leurs dires, les algériens ne se sentent pas pour autant bien informés. En effet seuls 23% d'entre eux affirment qu'ils se sentent suffisamment bien informés. Ce sentiment est encore plus ressenti en milieu rural où seuls 16% disent qu'ils se sentent bien informés sur les MST (contre 25% en milieu urbain). Paradoxalement les femmes sont dans une proportion plus grande à dire qu'elles se sentent bien informées (25% contre 19% chez les hommes). Au niveau de l'âge la proportion de personnes qui se sentent bien informés reste stable jusqu'à 55 ans (environ 25%) pour chuter brutalement ensuite à 11%. Les vieux étant ainsi dans une proportion plus importante encore que les autres tranches à penser qu'ils ne sont pas bien informés. Enfin, comme on pouvait s'y attendre, le fait de penser qu'on est bien informé, dépend du niveau d'instruction : 8% seulement des analphabètes se sentent bien informés contre 44% pour les personnes de niveau supérieur.

La première expérience sexuelle : elle est plus tardive que pour l'ancienne génération, mais elle se déroule plus fréquemment hors mariage

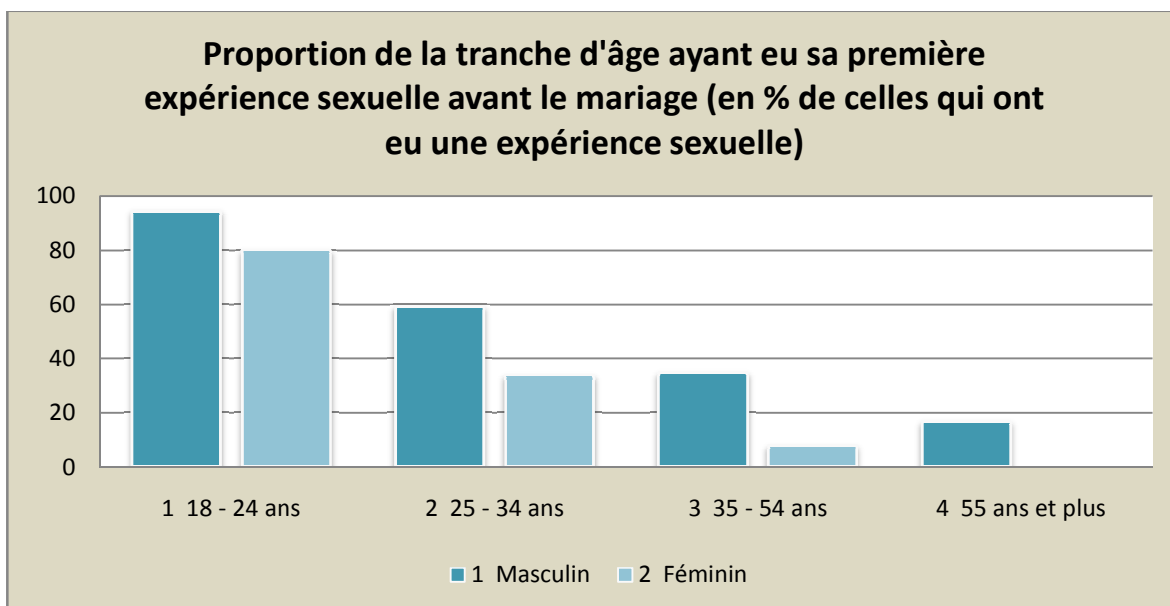
L'âge de la première expérience sexuelle et la personne avec qui elle s'est effectuée nous donnent une indication importante sur de nombreux aspects des comportements sexuels et de leur évolution. Les principaux constats sont repris ci-dessous.

En premier, une proportion non négligeable des adultes (plus de 18 ans), n'a jamais eu d'expérience sexuelle. Expérience sexuelle est entendue, ici, au sens de tout rapport sexuel avec une autre personne. 30% des algériens

adultes sont dans ce cas. La proportion des jeunes de 18 à 24 ans qui n'a jamais eu d'expérience sexuelle est de 63%. Ceux de 25-34 ans sont 32% à n'avoir jamais eu d'expérience sexuelle. Dans un environnement fortement sexué, les frustrations ressenties par cette frange de la jeunesse peuvent être fortement perturbantes sans que la société n'en prenne vraiment conscience.

L'âge de la première expérience sexuelle a fortement évolué. Ainsi dans la population de ceux qui, maintenant, ont 55 ans et plus, près de 75% des hommes et 90% des femmes avaient déjà eu leur première expérience sexuelle avant qu'ils n'aient l'âge de 24 ans alors que dans la génération actuelle des 25-34, seuls 50% des hommes et 51% des femmes ont eu leur première expérience sexuelle avant 24 ans. Pour les 35 – 54 les proportions sont respectivement de 50% et 76%.

Le recul de l'âge de la première expérience est étroitement lié au recul de l'âge au mariage. En effet, dans la classe des personnes qui actuellement ont plus de 55 ans, ils ne sont que 17%, parmi les personnes qui ont eu une première expérience sexuelle à l'avoir eu hors mariage. Dans la classe des 18-24 ans, ceux qui ont eu une première expérience sexuelle, sont 95% à l'avoir eu hors mariage. Ils sont 37% des 18-24 ans à avoir eu une première expérience sexuelle. Il faut, ici, prendre en compte le fait que l'âge au premier mariage a considérablement reculé : de 21 ans pour les femmes et 25 pour les hommes en 1977 à 29.3 pour les femmes et 33 pour les hommes en 2008. Nous nous trouvons donc, ici, face à deux changements importants : le recul global de l'âge de la première expérience et en même temps la nature de cette première expérience puisqu'elle ne se déroule pratiquement plus dans le cadre du mariage.



L'autre changement est que l'expérience qui se déroule hors mariage ne se déroule plus, pour les hommes, dans le cadre conventionnel des maisons closes, mais avec une amie. Il apparaît, conséquemment, que le phénomène des femmes qui ont une première expérience sexuelle avant le mariage, n'est plus le phénomène rarissime que nous observons dans la société traditionnelle, mais existe avec une fréquence assez importante. Ainsi sur l'ensemble des femmes de 18 à 24 ans qui, au moment du sondage, avaient déjà eu une première expérience sexuelle, et qui constituaient donc 32% de la tranche d'âge, cette première expérience sexuelle s'était déroulée hors du mariage pour 80% d'entre elles. De la même manière pour les 25 à 34 ans, Dans la tranche d'âge de 25-34 ans, elles sont 66% à avoir eu une première expérience sexuelle. 34% de ces dernières ont eu une première expérience sexuelle hors mariage. Pour la tranche des 35-54 ans, 90% ont eu une première expérience sexuelle et seules 8% l'ont eu hors mariage. Enfin pour les 55 et plus, 93% ont eu une première expérience sexuelle et la proportion de femmes qui ont cette expérience sexuelle hors mariage est négligeable.

Un autre constat est que, même si la proportion des femmes qui ont une expérience sexuelle hors mariage tend à être de plus en plus importante parmi les tranches d'âge les plus jeunes, cette première expérience se limite à des attouchements ou des baisers dans la quasi-totalité des cas (97%). Ceci pour les femmes. Pour les hommes la

proportion ayant eu une première expérience avec des rapports sexuels poussés est beaucoup plus importante, généralement plus de 30% parmi ceux qui ont eu une première expérience sexuelle hors mariage. Paradoxalement, ces hommes affirment, dans la majorité des cas que c'était avec une amie et non avec une prostituée (de 16% chez les 18-24 ans à 34% chez les plus de 55 ans).

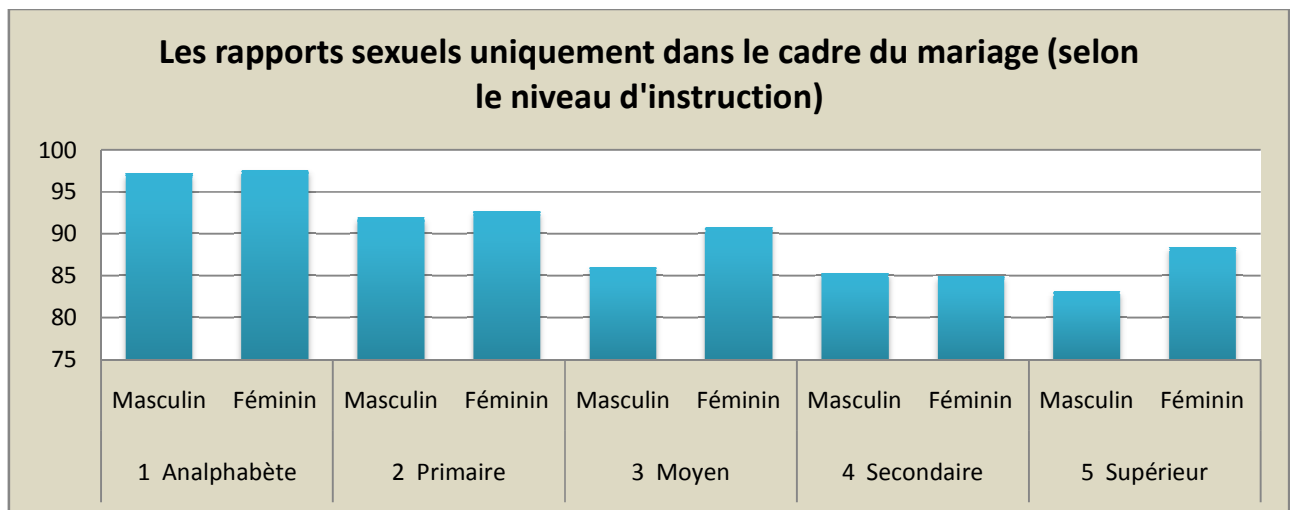
Au total, il semble que nous ayons bien une modification du comportement sexuel. Le recul de l'âge au mariage imposant de plus en plus la recherche de rapports sexuels hors mariage, notamment chez la tranche la plus jeune. Toutefois ces rapports se limitent encore dans la majorité des cas, mais beaucoup plus pour les femmes que pour les hommes à des baisers ou des attouchements.

Les relations sexuelles doivent se dérouler dans le cadre du mariage... point de vue partagé par ceux qui en ont hors mariage

Comme le fait apparaître la question sur la première expérience sexuelle, le recul de l'âge au mariage, pousse à des relations sexuelles en dehors du mariage, même si pour le moment, ces rapports se limitent le plus souvent, à des rapports superficiels (baisers ou attouchements), notamment pour les femmes (pour la première expérience). Cette tendance devrait normalement s'affermir comme le suggère le fait que c'est dans les tranches d'âge les plus jeunes que la proportion de personnes ayant des rapports sexuels hors mariage est la plus élevée. Particulièrement pour les femmes.

De la même manière qu'est fréquent le fait, pour les célibataires, d'avoir des rapports sexuels avec leur ami(e) ou fiancé(e). Près de 50% des célibataires ont un(e) ami(e) ou fiancé(e) et 35% parmi ces derniers ont des rapports sexuels. (27% pour les femmes et 42% pour les hommes). Ceci va évidemment à l'encontre de la tradition et de la norme religieuse. Il est de ce fait intéressant de voir comment ces pratiques sont vues par les individus. Plus précisément, la question posée est « d'après vous est ce que les relations sexuelles doivent avoir lieu uniquement dans le cadre du mariage ».

Près de 90% des algériens adultes pensent que les relations sexuelles doivent se dérouler dans le cadre du mariage. Cette opinion se retrouve aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural (88% en milieu urbain contre 94% en milieu rural). De la même manière qu'on observe peu de différences entre les hommes et les femmes (88% contre 92% respectivement). Les différences les plus sensibles apparaissent dans l'âge et le niveau d'instruction. Pour l'âge, la proportion de ceux qui pensent que les rapports sexuels doivent avoir lieu uniquement dans le cadre du mariage passe de 86% pour les 18-24 ans à 97% pour les 55 et plus. Concernant le niveau d'instruction, cette proportion passe de 97% chez les analphabètes à 85% chez les diplômés du supérieur.



Ainsi si on observe quelques différences entre sexe, milieu de résidence, niveau d'instruction ou âge, la tendance, dans l'ensemble des composantes de la population est que les relations sexuelles doivent se dérouler seulement dans le cadre du mariage. Ceci représente à l'évidence une vision très conservatrice. Elle semble toutefois, avec une fréquence non négligeable, contredite par les pratiques réelles comme nous l'avons dit plus haut à propos de la première expérience sexuelle ou des pratiques sexuelles des célibataires qui ont un ami ou un fiancé. Ainsi la

proportion d'algériens dont la première expérience sexuelle s'est déroulée hors mariage est assez importante. De la même manière que la proportion d'algériens célibataires qui ont des relations sexuelles avec une amie ou leur fiancée.

Ainsi sur 6.8 millions d'hommes adultes qui disent que les relations sexuelles doivent se dérouler dans le cadre du mariage, près de 40% ont eu une première expérience sexuelle hors mariage et sur les 7.1 millions de femmes qui l'affirment, 13% ont eu aussi une première expérience sexuelle hors mariage.

Le plus troublant est de trouver des personnes qui ont des rapports sexuels hors mariage avec leur ami (e) ou leur fiancé(e)) et qui affirment que les rapports sexuels doivent avoir lieu uniquement dans le cadre du mariage.

La situation est la suivante. Rappelons d'abord que la proportion de célibataires qui ont un ami ou une fiancée est de 50% pour les hommes et 43% pour les femmes. Sur ces hommes célibataires qui ont une amie ou une fiancée, 40% disent qu'ils ont des rapports sexuels avec leur partenaire. Sur ces 40%, à peu près la moitié dit qu'il faut que les rapports sexuels se déroulent uniquement dans le cadre du mariage. Pour les femmes, 27% ont des rapports sexuels avec leur ami ou leur fiancé. Environ la moitié d'entre elles pense aussi que les relations sexuelles doivent se dérouler uniquement dans le cadre du mariage.

La contradiction précédente, n'est pas rare, puisqu'elle concerne quand même plus d'un demi- million d'hommes célibataires et presque autant de femmes (300.000), soit un total de près de un million sur plus de cinq millions qui ont un ami ou un fiancé. En fait, parmi ceux qui ont des rapports sexuels avec leur ami ou fiancé, il y a une proportion légèrement plus grande de personnes qui pensent que les relations sexuelles doivent se dérouler dans le cadre du mariage que ceux qui pensent qu'elles peuvent se passer en dehors du mariage.

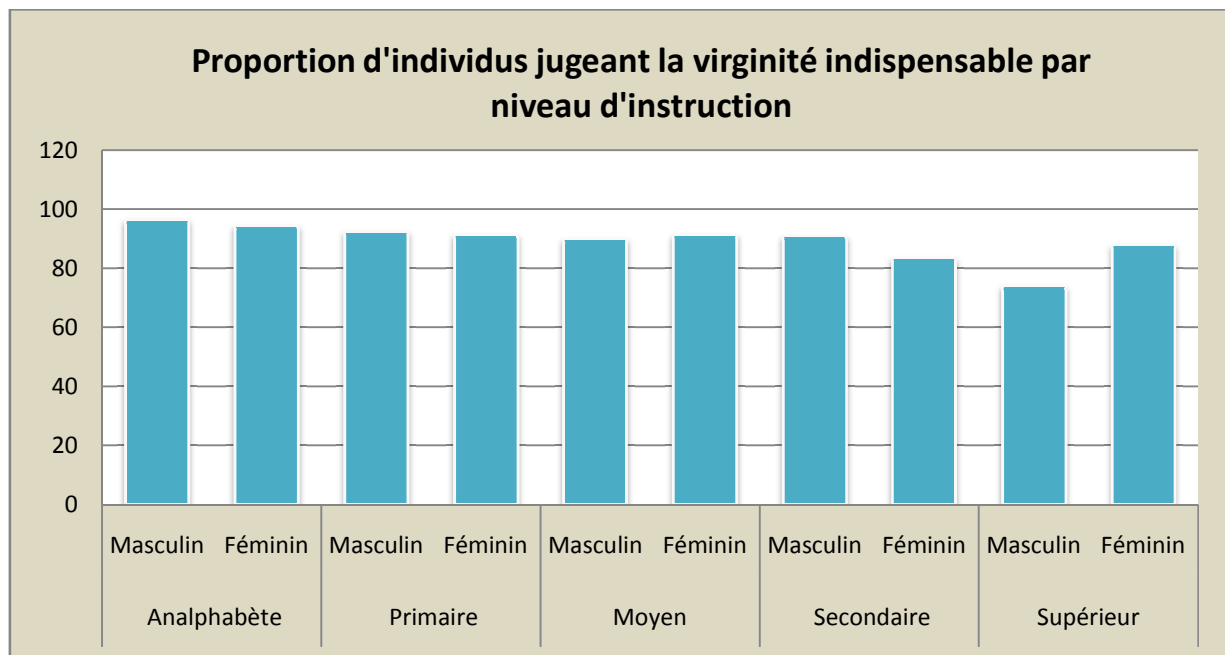
La contradiction relevée est importante puisqu'elle traduit une pratique relativement générale qui ne peut être assumée comme telle parce que la tradition et le conservatisme pèsent encore très fortement sur la société. Il faut toutefois souligner que ce qui gêne la positivisation de ces comportements et leur légitimation réside aussi dans la faiblesse de la communication sociale qui empêche que ces comportements soient reconnus comme non minoritaires et non déviants.

L'écrasante majorité, homme ou femme, pense que la virginité de la femme avant le mariage est absolument indispensable

La question de la virginité est sans doute une de celles qui reflète le mieux le modèle de relations qui prévaut dans notre société. La majorité des algériens pense en effet que les rapports sexuels doivent se faire uniquement dans le cadre du mariage. Il est donc tout à fait cohérent que cette même majorité pense que la femme doit rester vierge jusqu'au mariage. Ce jugement reste cohérent avec le fait que, dans la plupart des cas, même si les amis ou fiancés ont des rapports sexuels, ils se réduiraient à des baisers ou des attouchements. Mais Il est quand même assez étonnant qu'une société qui a connu autant de bouleversements soit demeurée très conservatrice sur la question de la virginité.

Dans la société traditionnelle la nouvelle mariée, si elle n'avait pas fait auparavant l'objet d'un divorce, d'une séparation, ou d'un veuvage devait absolument être vierge. Le défaut de virginité l'exposait à être reconduite chez ses parents le lendemain de la nuit de noces sans aucune autre justification, jetant ainsi le déshonneur sur sa famille. Cette dernière pour laver son honneur pouvait aller jusqu'au meurtre de la jeune fille, en toute légitimité (dans le droit traditionnel s'entend). Ce modèle reste encore valable dans certains pays, sinon chez nous, avec les crimes d'honneur. Il était profondément ancré dans le fonctionnement de la société traditionnelle et le comportement individuel s'y conformait. La déstructuration progressive de la société traditionnelle, permettait d'anticiper sinon une disparition de l'exigence de la virginité tout au moins une baisse progressive de cette exigence, dans la mesure où le type de rapports sociaux qui avaient rendu la virginité nécessaire a été profondément altéré. Si les résultats de ce sondage confortent quelque peu cette idée avec plus de 10% des adultes qui jugent la virginité souhaitable mais pas nécessaire, la vitesse à laquelle se réduit cette exigence de la virginité reste extrêmement lente, puisque pas moins de 90% la jugent quand même indispensable.

Cette opinion est partagée de la même manière par les hommes et les femmes. Elle est légèrement moins répandue en milieu urbain qu'en milieu rural (88% en milieu urbain contre 93% en milieu rural), diminue légèrement avec le niveau d'instruction (passe de 95% pour les analphabètes à 80% pour le niveau supérieur). L'effet de l'âge est beaucoup plus ambigu. Si la tendance est bien à la diminution, selon l'âge, de la proportion jugeant que la virginité est indispensable, cette proportion fluctue quand même d'une tranche à l'autre : 91% pour les 18-24, 86% pour les 25-34, 90% pour les 45-54 et enfin 94% pour les 55 et plus.



Pour confirmer ces opinions sur la nécessité de la virginité avant le mariage, nous avons demandé aux interviewés ce qu'il pense des femmes qui ont perdu leur virginité, sous forme de question ouverte, c'est-à-dire que nous n'avons pas présenté à l'interviewé des réponses prédéfinies entre lesquelles il avait à choisir, mais nous l'avons laissé libre de formuler toute réponse. Cette question a été posée aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Nous avons distingué trois situations de la femme qui a perdu sa virginité.

La première situation est celle de la femme qui a perdu sa virginité par choix personnel. La majorité des algériens jugeraient une telle femme de manière très négative, souvent de manière extrêmement sévère. 56% des algériens pensent qu'une telle femme est sans honneur et sans dignité ou une prostituée, ou qu'il faut la punir. Un peu plus de 21% la jugent de manière tout aussi négative, mais peut être de manière un peu moins stigmatisante : elle est fautive, c'est une femme inconsciente, folle ou stupide, c'est une femme non musulmane, c'est une femme qui doit être rejetée par la société, elle doit assumer ses responsabilités etc... Seuls 9% pensent qu'elle est libre de ses choix. Il faut noter les fortes proportions des gens qui ne savent pas ou ne répondent pas (6.2%). Enfin 10% donnent une autre réponse que celles qu'on vient de citer.

On retrouve ces jugements aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural ou chez les hommes que chez les femmes. Les jeunes se distinguent, ici, par une attitude nettement plus clémentine : ils sont 15% à dire qu'elle est libre de son choix dans les 18-24 ans, contre 6% chez les 55 et plus. L'effet de l'âge apparaît, ici, plus nettement que celui du niveau d'instruction : ils sont 4% chez les analphabètes à juger qu'elle est libre de son choix, contre 11% dans le supérieur.

La deuxième situation qu'on a proposée est celle où la femme a été trahie. La majorité de la société trouve à la femme, dans ces conditions, des circonstances atténuantes : 31% jugent qu'elle est plutôt victime, 27% qu'elle est fautive ou inconsciente, 24% ont des jugements divers, et enfin 18% continuent à la juger sans lui trouver aucune circonstance atténuante, la jugeant de prostituée ou d'amorale. Les femmes tendent ici à être plus compréhensives que les hommes. Ainsi 13% des hommes traiteraient quand même de prostituée une femme se retrouvant dans cette situation contre seulement 1% des femmes. Le niveau d'instruction et l'âge joueraient ici pour un peu plus de tolérance. Alors qu'il n'y a pratiquement pas de différence entre l'urbain et le rural.

La troisième situation est celle de la femme violée. Dans ce cas-ci près de 64% des algériens adultes pense que c'est une victime ou qu'elle n'est pas fautive. 15% pense qu'il faut la prendre en charge. 5% qu'elle est fautive et enfin 16% expriment des avis divers ou ne répondent pas. Des différences sensibles existent, ici, entre les hommes les femmes, ces dernières se montrant plus compréhensives.

On vient de voir que si on se base sur le critère de la virginité, l'écrasante majorité des algériens reste sur une position conservatrice. Mais il existe quand même une proportion de 10% qui juge que si elle souhaitable la virginité n'est pas indispensable. Afin de voir jusqu'où la position conservatrice est remise en cause chez ces personnes, nous avons posé une question aux hommes pour savoir s'ils se marieraient ou se seraient mariés avec une femme non vierge. Aux femmes nous avons posé la question si elles accepteraient de perdre leur virginité hors mariage ou si elles auraient consenti à la perdre si elles en avaient eu l'occasion avant le mariage.

Pour les hommes, la réponse à la question est Oui à 70%. Il n'y a pratiquement pas de différence entre les âges ou le niveau d'instruction, signifiant ainsi que c'est le fait de refuser le tabou de la virginité qui est déterminant dans le fait d'accepter ou non de se marier avec une femme non vierge, plutôt que le niveau d'instruction ou l'âge.

Pour les femmes la proportion est inverse de celle constatée chez les hommes. C'est-à-dire que seulement 26% des femmes qui affirment que la virginité n'est pas indispensable, accepteraient de perdre leur virginité avant le mariage ou l'auraient perdu si l'occasion s'était présentée. Certes, la question posée aux femmes n'est sans doute pas exactement symétrique de celle posée aux hommes mais les deux formulations interpellent la cohérence des personnes qui ont répondu que la virginité n'est pas indispensable. Les réponses des femmes soulignent la difficulté d'être cohérent dans un milieu qui dans son écrasante majorité est conservateur. On retrouve aussi chez les femmes le fait qu'il y a peu de différence, dans cette attitude, entre les classes d'âge ou les niveaux d'instruction.

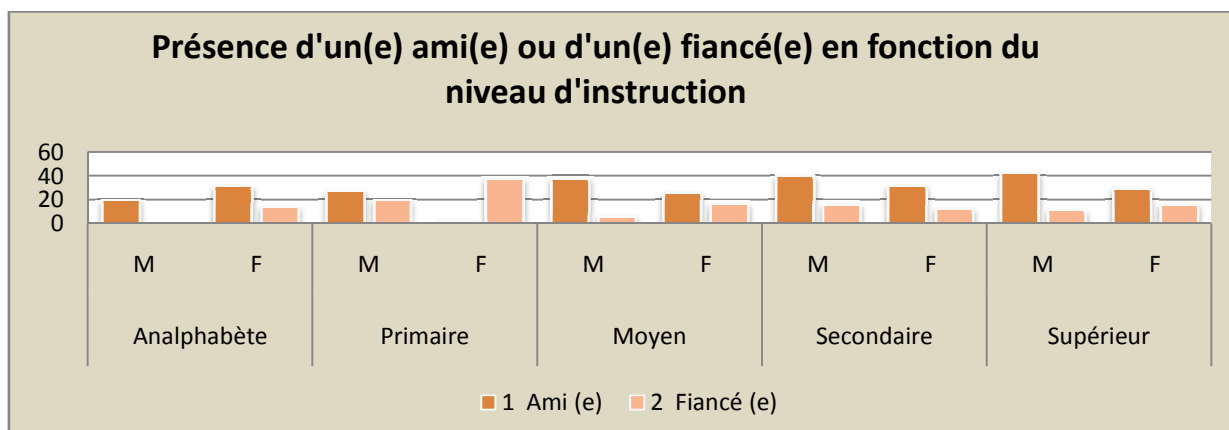
Au total sur la question de la virginité la société algérienne continue à adopter une attitude fortement conservatrice dans son écrasante majorité. Même dans le cas de la minorité de la population qui ne juge pas que la virginité est indispensable, les individus ont du mal à être cohérent avec cette position et l'assumer, notamment chez les femmes. Ceci s'expliquant par la trop forte majorité de personnes qui adoptent la position conservatrice. En effet, même si une femme pense que la virginité avant le mariage n'est pas indispensable, la probabilité, pour elle, de rencontrer un homme qui accepterait cette opinion et se marierait avec elle, est trop faible pour que cette opinion corresponde à une pratique.

50% des célibataires ont un ami ou un fiancé, et parmi ceux qui en ont 50% ont des relations sexuelles

L'important recul de l'âge au mariage, actuellement de près de 30 ans pour les femmes et de 33 ans pour les hommes, pose la question des comportements sexuels des célibataires. Abstinence ? Rapports sexuels superficiels ? Rapports sexuels complets ? Assumés ou non ? Toutes ces questions renseignent sur une tendance, un défi majeur pour notre société. Les individus arrivent il à trouver des réponses satisfaisantes ?

On comptait, à la fin juin 2010, plus de 10 millions de célibataires (5.6 millions d'hommes et 4.7 millions de femmes) sur une population de 18 ans et plus de plus de 24 millions. Nous avons d'abord posé, pour les célibataires de notre échantillon, la question s'ils ont un(e) ami (e) ou un(e) fiancé(e). Si plus de 53% n'ont personne, ils sont quand même près de 33% à avoir un ou une amie et 14% à être fiancé.

L'existence d'un ou d'une amie pour un célibataire est plus un phénomène urbain (40%) que rural (18%). Les ruraux ayant légèrement plus tendance à se fiancer (16% en milieu rural contre 13% en milieu urbain), mais sans que la différence ne soit très marquée. Une différence importante existe entre la proportion d'hommes célibataires affirmant avoir une amie et celle des femmes célibataires affirmant avoir un ami. Ce déséquilibre n'est compensé qu'en partie par le fait que le nombre de femmes célibataires affirmant qu'elles ont un fiancé est supérieur au nombre d'hommes célibataire affirmant avoir une fiancée. Une proportion relativement importante d'hommes semble donc soit sublimer une relation avec une femme sans que cela ne soit partagé ou bien aurait une relation avec une personne non célibataire (veuve, divorcée ou séparée). Au total 38% des hommes célibataires affirment avoir une amie contre 27% des femmes et 12% des hommes célibataires affirment être fiancés alors que les femmes sont 16%.



La décomposition par niveau d'instruction montre qu'avoir un ou une amie est beaucoup plus fréquent chez les personnes les plus instruites, ceci chez les hommes. Chez les femmes, ceci n'apparaît pas de manière nette. Si on fait abstraction des analphabètes, on observe, en ce qui concerne les fiancé(e)s, aussi bien chez les hommes, un phénomène inverse du précédent. C'est-à-dire que les fiancé(e)s semblent moins fréquents avec l'élévation du niveau d'instruction, faisant apparaître la présence d'un(e) ami(e) comme un substitut aux fiançailles.

A ceux qui ont un(e) ami(e) ou un(e) fiancé(e), nous avons posé la question s'ils ont des relations sexuelles ensemble (qu'ils se limitent à des baisers ou des attouchements ou que ces relations soient plus poussées). Pour 35% d'entre eux c'est le cas effectivement. Ceci est valable que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural et quelle que soit la tranche d'âge. On peut observer par contre que la tendance à avoir des relations sexuelles s'élève avec le niveau d'instruction.

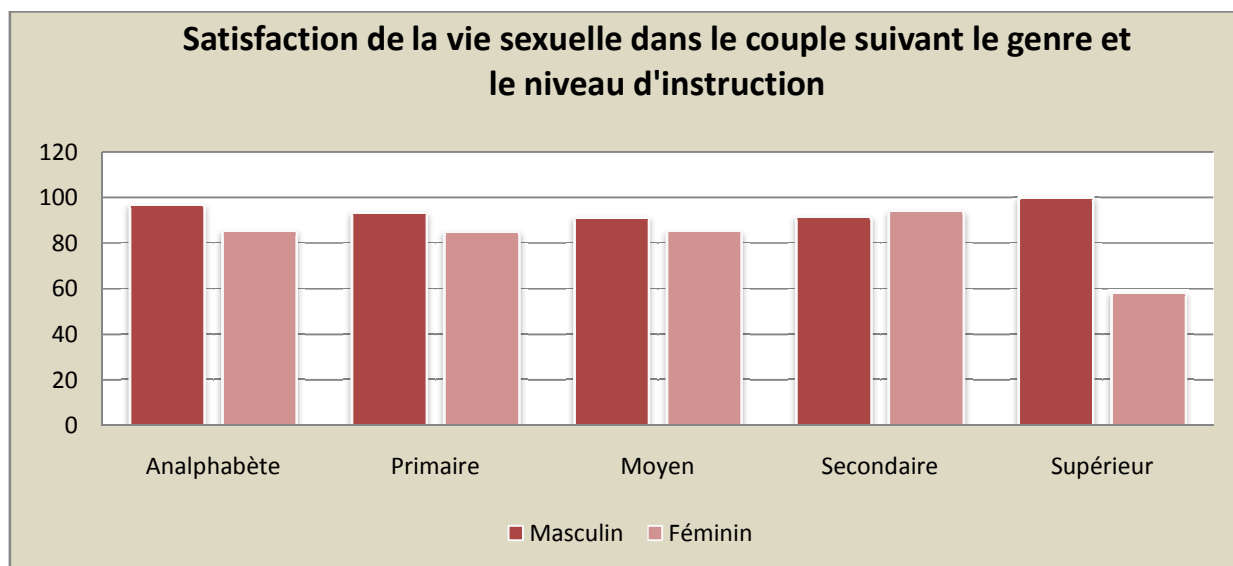
On voit donc que le recul de l'âge au mariage s'est accompagné d'une relative libéralisation des relations hommes femmes, d'une part à travers de simples relations d'ami ou d'amie, mais qui peuvent donner lieu à des rapports sexuels. C'est le cas aussi dans les relations entre fiancés. Toutefois la manière dont sont vécues ces rapports sexuels dans une relations amicale ou en étant fiancés, pose problème dans la mesure où l'écrasante majorité des algériens serait pour des rapports sexuels uniquement dans le cadre du mariage et pensent que la virginité avant le mariage est absolument indispensable.

La satisfaction sexuelle au sein du couple : les seuls insatisfaits se retrouveraient chez les plus jeunes et les plus instruits

A ceux qui sont mariés, nous avons posé la question s'ils sont satisfaits de leurs relations sexuelles au sein du couple. Il faut remarquer que la notion de satisfaction sexuelle n'a pas nécessairement de sens pour une partie de notre population. En effet, la sexualité traditionnelle est en priorité dirigée vers la reproduction et de ce fait laisse le plaisir tiré de la sexualité dans le non dit et même le non nommé. C'est encore plus le cas pour la femme qui doit être soumise à son mari et dont la satisfaction sexuelle propre n'est pour ainsi dire pas envisageable, parce que potentiellement perturbatrice. C'est à la lumière de ces remarques qu'il faut interpréter les résultats ci-dessous.

90% des personnes qui sont mariées actuellement affirment qu'elles sont satisfaites de leur vise sexuelle dans le mariage. La proportion est la même en milieu urbain et en milieu rural. Par contre une première différence apparaît entre les hommes et les femmes : 94% des hommes interrogés disent qu'ils sont satisfaits contre 85% des femmes. La tranche d'âge des 18-24 ans se différencie très fortement des autres. Dans cette tranche « seuls » 68% des personnes interrogées disent qu'elles sont satisfaites contre 90% ou plus dans les autres tranches. Enfin le niveau d'instruction semble ne jouer que faiblement il faut signaler toutefois le cas du supérieur où le pourcentage d'hommes satisfaits est de 100% alors que la proportion de femmes de niveau supérieur satisfaites est de seulement...58%.

Derrière la quasi unanimité qui apparaît en premier, apparaissent donc plusieurs dissonances : des jeunes d'abord, des femmes, des plus instruits.



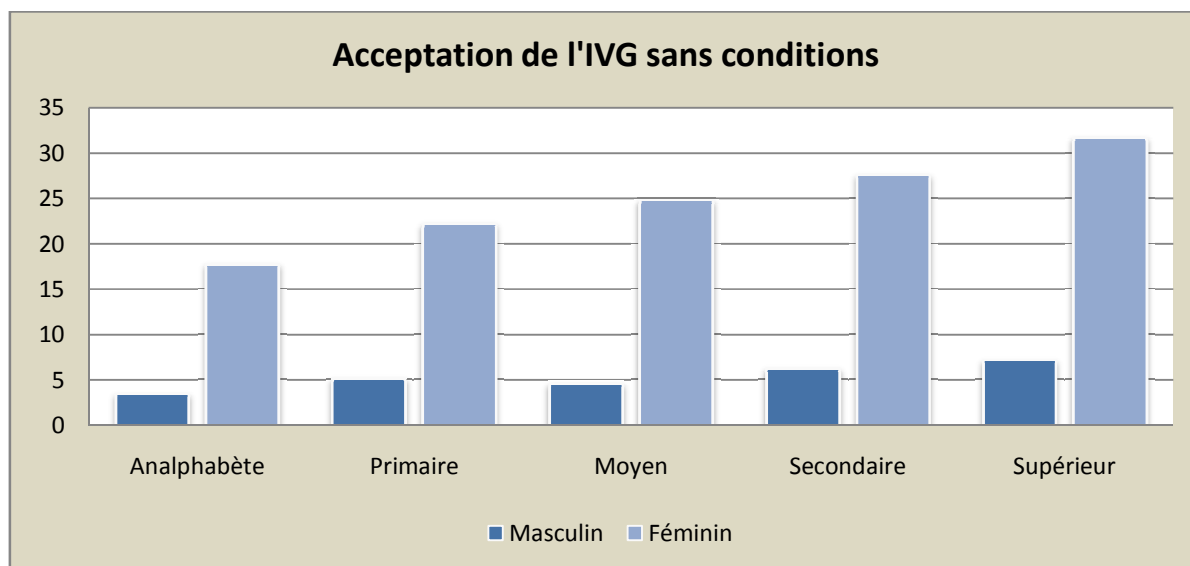
La question de l'avortement : la très grande majorité est contre l'IVG élargie à tous les cas où la grossesse n'est pas désirée par la femme

Dans une vision moderne des rapports sexuels, la question de l'avortement est primordiale car la légalisation non conditionnée de l'IVG (interruption volontaire de grossesse) est une condition nécessaire pour que la femme puisse éviter toute grossesse non désirée. L'opinion des algériens sur l'avortement renseigne donc, elle aussi, sur leur modèle sexuel. La question posée était libellée ainsi : « Actuellement la loi permet l'avortement pour raisons médicale ou en cas de viol. Pensez vous qu'on devrait permettre l'avortement dans tous les cas où la femme ne voudrait pas d'une grossesse ? ».

Seuls 14% répondent, ici, par l'affirmative. Cette opinion apparaissant ainsi très largement minoritaire. Il y a une différence significative mais pas très importante entre le milieu rural et le milieu urbain : 17% acceptent la proposition en milieu urbain, contre 10% seulement en milieu rural. Mais l'écart le plus important se trouve entre les hommes et les femmes : ces dernières sont pour l'IVG sans condition à 25%, tandis que les hommes ne sont que 5% à être dans ce cas.

La position favorable à l'IVG sans condition ne semble pas dépendre de l'âge. Jusqu'à 54ans la proportion est en effet d'environ 15%. Ce n'est que dans la tranche des 55 et plus que la proportion baisse assez fortement pour s'établir à 10%. Pour le niveau d'instruction on constate bien une évolution en passant du niveau d'instruction le plus faible au plus élevé, mais les écarts demeurent relativement peu importants : 13% des analphabètes acceptent la proposition contre 19% chez les personnes du supérieur.

Dans les cas les plus favorables, on atteint des proportions importantes d'individus voulant la légalisation non conditionnée de l'IVG. Ainsi en milieu urbain la proportion de femmes atteint 28%. Chez les femmes de niveau supérieur elle atteint 32%.



La majorité pense que les jeunes algériens sont frustrés sexuellement...mais seule une minorité pense que cela handicape l'épanouissement de la personne

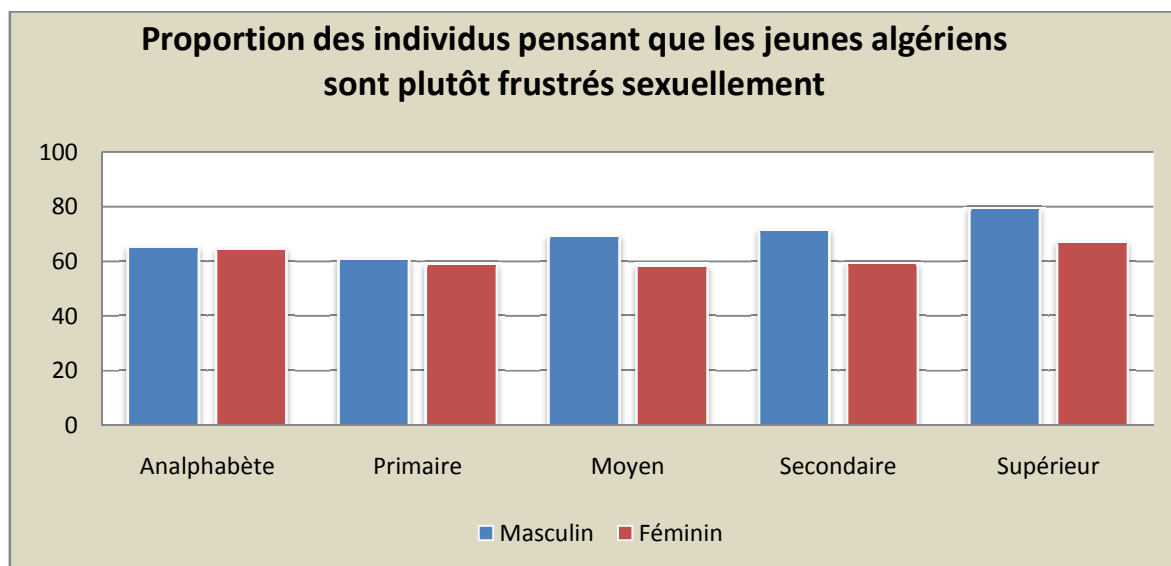
Le recul de l'âge au mariage a pour effet de retarder l'âge de la première expérience sexuelle pour les personnes jeunes. Comme on l'a vu 63% des jeunes de 18 à 24 ans n'ont jamais eu d'expérience sexuelle avec une autre personne. Plus du tiers des 25-34 ans est dans le même cas.

Cette situation est tout à fait nouvelle dans la société algérienne. Ainsi chez les 55 ans et plus 75% des hommes et 90% des femmes ont eu leur première expérience sexuelle avant 24 ans. Point n'est donc besoin de relever le caractère anormal de la situation sexuelle des jeunes algériens.

La forte proportion des jeunes de moins de 24 ans qui ont une expérience sexuelle en dehors du mariage ou la proportion de ceux qui ont un(e) ami(e) avec qui ils (elles) ont des relations sexuelles est indicative du fait que des changements s'opèrent dans la société pour répondre à cette situation. Toutefois le fait que la majorité des jeunes pense que les relations sexuelles doivent se dérouler dans le cadre du mariage montre que ces changements ne se déroulent pas sans conflits et sans tensions chez l'individu. Les jeunes qui ont des relations sexuelles lorsqu'ils ont un(e) amie(e) ou un(e) fiancé(e) constituent une minorité (environ 800.000 jeunes entre garçons et filles sur plus de 10 millions de célibataires).

Une meilleure prise en charge sociale de ce problème, commence par la reconnaissance par la société du caractère anormal de cette situation. C'est dans cet axe que nous avons posé la question, « Pensez vous que les jeunes algériens célibataires arrivent dans leur grande majorité à vivre une sexualité normale ou sont plutôt frustrés sexuellement ? ».

Ils sont 65% environ des algériens à répondre que les jeunes célibataires sont plutôt frustrés sexuellement dans leur grande majorité. Nous avons à peu près les mêmes proportions en milieu urbain et en milieu rural. Par contre il y a une différence significative entre les réponses des hommes et celles des femmes. 69% des hommes pensent que les jeunes célibataires sont sexuellement frustrés contre 61% des femmes. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, il n'y a pas de différence notable dans les tranches d'âge : l'opinion émise sur l'existence ou non d'une frustration sexuelle chez les célibataires ne dépend pas de l'âge. Enfin les personnes qui ont un niveau supérieur ont une propension plus importante que les autres à penser qu'il existe une frustration sexuelle chez la majorité des célibataires.



On a posé ensuite, pour ceux qui pensent qu'il existe une frustration, de dire leur opinion sur ses conséquences en choisissant entre deux avis : cela handicape l'épanouissement de la personne et c'est une situation frustrante que le jeune doit supporter jusqu'au mariage. On trouve ainsi que parmi ceux qui pensent que les célibataires sont dans leur majorité frustrés sexuellement, seuls 30% pensent que cela handicape l'épanouissement de la personne. Il existe une différence, mais assez peu importante entre l'urbain et le rural à ce sujet, les urbains ayant plus tendance à considérer que cela handicape l'épanouissement de la personne. La grosse différence est entre les hommes et les femmes : 36% des hommes considèrent que cela handicape l'épanouissement de la personne contre seulement 23% des femmes. L'âge, lui, n'est pas déterminant ici non plus, sauf au-delà de 55 ans. Ces personnes ayant moins tendance à considérer que cela handicape l'épanouissement de la personne. Mais la variable explicative la plus significative est sans doute le niveau d'instruction. On constate, ici, 16% des analphabètes qui répondent que cela handicape l'épanouissement de la personne contre plus de 40% des individus qui ont le niveau supérieur.

Toujours dans le même registre, mais cette fois ci en posant la question à tous, on a voulu savoir ce que les algériens pensent de l'ouverture des maisons de tolérance (bordels) encadrés et contrôlés, comme une solution pour régler les problèmes sexuels des jeunes hommes célibataires. Cette proposition ne semble pas recueillir l'assentiment d'une grande majorité. Moins de 10% de la population l'approuverait. Il y a très peu de différence entre l'urbain et le rural, suivant le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction.

L'homosexualité : la majorité des algériens pense qu'elle doit être punie ou à tout le moins réprouvée

L'homosexualité, qu'elle soit féminine, ou masculine, est généralement réprouvée. A un tel point que 73% des personnes interrogées pense que l'homosexualité masculine doit être punie. Pour l'homosexualité féminine le score atteint 71.4%. Pour le restant de la population, l'homosexualité doit être moralement réprouvée (24.2% sont dans ce cas pour l'homosexualité masculine et 25.3% pour l'homosexualité féminine) Seule une infime partie (2.6% pour l'homosexualité masculine et 3.3% pour l'homosexualité féminine) considère que cela relève de la vie privée des gens.

Les tendances pour la répression sont plus fortes en milieu rural. 78% des ruraux pensent que l'homosexualité masculine doit être punie, contre « seulement » 71% des urbains. Les femmes semblent aussi plus tolérantes : elles sont « seulement » 60% à penser que l'homosexualité masculine doit être punie, alors que ce sont 86% des hommes qui le pensent. Enfin il y a des évolutions avec l'âge et le niveau d'instruction même si elles sont de faible ampleur. Plus on est jeune et plus on serait « tolérant » avec l'homosexualité masculine : « seuls » 69% des 18-24 ans pensent que les homosexuels masculins doivent être punis, contre 78% chez les 55 ans et plus. De la même manière pour le niveau d'instruction, 76% des analphabètes pensent que les homosexuels masculins doivent être punis, contre 67% du supérieur. Les tendances sont pratiquement identiques en ce qui concerne l'homosexualité féminine.

La méthode du sondage.

Le sondage a été réalisé du 5 au 15 juillet auprès d'un échantillon de 1200 individus représentatif de la population algérienne de 18 ans et plus à la date de réalisation du sondage. La méthode utilisée est la méthode des quotas. Les variables de quotas étaient la tranche d'âge, le genre, le niveau d'instruction, la dispersion géographique, la région. Ces données ont régulièrement actualisées par ECOtechnics.